

Paris, le 18 avril 1890

Légation de Suisse  
en  
France.  
167

RECEVUE DE LA DELEGATION DES AUSWÄRTIGEN  
POLITISCHE ABTHEILUNG  
19 APR 90  
N° 118 6/6

Monsieur le Conseiller fédéral

personnelle

Hier soir, j'ai eu l'occasion de passer quelques heures en petit comité avec  
MM de Freycinet & Ribot. Le dernier m'a dit qu'il avait regretté de ne  
pas avoir eu ma visite mercredi à la réception ordinaire du corps diplomatique,  
(je n'avais rien à lui dire & m'étais abstenu) <sup>car il y avait quelques points dont</sup>  
<sup>il désirait m'entretenu.</sup> — M. Ribot m'a parlé d'abord du bill Mac-Kinley <sup>et du simple</sup>  
dont depuis vous recevrez des rapports répétés, puis a ajouté: "Je désirais aussi vous  
parler du Chabais et du Fauscigny. La question a une grande importance pour  
notre défense nationale". — J'ai répondu dans l'esprit et à peu près exactement dans les  
termes de votre télégramme du 13 Février de cette année en ajoutant que j'avais bien le  
croire les Italiens extrêmement en éveil de ce côté, surtout qu'il était, à mon avis personnel,  
peu opportun de tout au moins déliés de traiter ce sujet entre nous à l'heure actuelle. — Le  
lieu ne se prêtait pas à une conversation plus détaillée de j'ai d'ailleurs fait diriger la  
conversation. — Il est probable que M. Ribot reviendra à la charge; ce qui me le  
fait supposer, c'est, d'une part, l'article de la Revue des Deux Mondes du 15 Mars  
sur la neutralité de la Suisse vis-à-vis de l'alliance italo-allemande, article dont ni  
M. Ribot, ni M. de Freycinet, ni le général Kautler, chef de l'état major, etc etc, ne veulent

Monsieur  
Monsieur Droz, Conseiller fédéral  
Berne

BAR

12





connaître l'auteur et qui pourrait bien être un ballon d'essai (voir page 300 à  
 302); c'est ensuite la circonstance que M. Ribot a dû rapporter des  
 crédits extraordinaires de la guerre dans les dernières années, et, comme je  
 vous l'écrivais le 7 novembre 1888, "à voulu obtenir et a obtenu un coup  
 d'œil d'ensemble sur toute la situation militaire"; M. Ribot ajoutait à cette  
 époque: "nous allons être obligés de fortifier non seulement Albertville,  
 ce qui est à peu près fait, mais les positions et les cols en avant de  
 cette place; nous devons fortifier aussi les passages conduisant à la  
 Tarentaise dans la Maurienne et la Maurienne elle-même, puisqu'il  
 est entendu que la Haute Savoie est la proie de l'Autriche et plus  
 redoutable qu'on ne semble disposé à l'admettre etc...". Il y a aussi  
 lieu de mentionner le fait que M. Lagordan est devenu le Directeur du  
 Cabinet de M. Ribot & j'ai l'impression que MM. Charrier & Lagordan  
 sont les auteurs de la dépêche dans M. Arago vous a été retenu en septembre  
 1887 de la part de M. Florens peu de jours avant l'exportation officielle d'agriculture  
 à Neuchâtel. — Il y a ensuite la circonstance que M. Ribot est le parent très-  
 rapproché du général Harlet, chef de l'Etat-Major général; c'est même M. M.  
 Ribot qui j'en fais la connaissance de cet officier (voir rapport du 7 avril 1889). —  
 Il y a enfin la reprise des pourparlers italo-sarbes pour la permutation de quelques-uns des points les plus  
 sensibles de la frontière avérée de M. Spuller le 10 Février dernier,  
 je ne puis m'empêcher de me demander si les Français, nous sentant  
 menacés et justement préoccupés de la situation faite à la Suisse par l'alliance



italo-allemande, cherchent à nous lier à leur cause ou à nous pousser à faire à l'extrême de la Savoie l'neutralité des promesses d'occupation effective pour pouvoir, si quelque incident d'incursion ou quelque retard survenait, dire que nous ne tenons pas nos engagements & que les troupes françaises restent en Savoie. Je puis me tromper, mais je crois que les présomptions sont cependant en faveur de cette appréhension, mais que M. Ribot revient à la charge après M. Spuller.

J'ajoutais que M. de Freycinet m'a pris à part hier soir pour me parler du Colonel Keller, notre nouveau chef d'état-major général, dont je n'ai pas manqué de lui dire le plus grand bien parce que je pense ce bien. M. de Freycinet a eu l'air d'insinuer que M. Keller était avant tout un technicien, un parfait chef d'état-major connaissant merveilleusement sa géographie militaire, ses routes & ses points de transport, mais n'était pas un généralissime comme le Colonel Pfeffer. Il m'a demandé si ce généralissime futur était désigné in petto et il a insisté à deux reprises sur le fait qu'il ne fallait pas redouter de songer aux jeunes. Il a dit ensuite qu'à la suite de son entretien de l'automne dernier avec le Colonel Pfeffer, il avait ma foi eu peur de Mulhouse un nombre d'hommes beaucoup plus considérable que précédemment, de façon à pouvoir mettre beaucoup de monde entre l'Allemagne & nous. Il se déclare en mesure d'affirmer qu'il aura tant de troupes dans cette région que l'Allemagne n'aura pour longtemps du fil à retordre, en sorte que la Suisse peut en toute sécurité tourner ses forces du côté du Midi; le plus bel espoir de la France serait de voir l'armée suisse prendre une courageuse offensive contre l'Italie, occuper Milan pendant la mobilisation italienne, et infliger à l'armée du roi Humbert un échec moral que l'action des 150.000 hommes du général



Berge, "le plus entreprenant des généraux français" transformé bientôt en défaite dans le Piémont. — M<sup>r</sup> le ministre de la guerre a terminé en l'instant, comme minimum indispensable selon lui pour assurer la situation franco-italo-turque, de l'importance capitale que le Trans ajouté à nous voit fortifier St Maurice et la route du St Bernard; il appelle de tous ses vœux des travaux sur cette ligne et considère que les partisans y sont assez formidables naturellement pour que le départ soit relativement malade. — M<sup>r</sup> de Freycinet a au surplus pris congé du maître de la maison et s'est retiré après cette seule conversation. Faut-il y voir une connivence avec les paroles de M<sup>r</sup> Ribot relatives à la zone neutre de Savoie?

Si nous étions à la veille de complications européennes, je considérerais cette coïncidence comme grave; je me dirais peut-être que le Trans, voulant profiter de l'évacuation par la retraite du prince Bismarck et du manque d'expérience politique de ses successeurs comme aussi du mouvement socialiste en Allemagne, médite la revanche. Mais tout, absolument tout ce que j'apprends concorde à démontrer que la Russie ne veut pas la guerre en ce moment et je ne puis considérer le Trans comme assez folle pour l'entreprendre seule. Je dois dire cependant que le même personnage duquel j'avais appris le 17 octobre dernier le résultat de l'entrevue de Berlin entre le chancelier d'Allemagne et de Russie a travers Paris il y a peu de jours et a dit, confirmant ainsi les rapports de M<sup>r</sup> Roth, que cette entrevue n'avait pas les conséquences désirables et qu'en particulier l'empereur Guillaume II avait, il y a six semaines environ, omis de persister dans la politique traditionnelle de M<sup>r</sup> de Bismarck de se désintéresser des affaires de Bulgarie ou de laisser la main plus ou moins libre à la Russie dans les affaires Bulgares; en d'autres termes, l'empereur Guillaume II a laissé au contraire la main libre à l'Autriche en Bulgarie sous fausse réserve; on n'a pas voulu me dire de quoi il s'agissait au juste; on a même paru



regretter d'en avoir trop dit & on m'a fait promettre de ne rien écrire à ce sujet; je vous prie donc de regarder ce détail comme rigoureusement personnel. Je suppose qu'il y a quelque connexité entre cette affaire & l'attitude du Cabinet britannique (traité de commerce anglo-bulgar). Il est possible que M. Kéroulaye (voir rapport du 8 avril) ait fait allusion à ces faits lorsqu'il a parlé de la force de volonté du Czar, qui a su "vaincre jusqu'à son amour-propre dans l'affaire de Bulgarie". Il y a donc eu, semble-t-il, dans les derniers semaines, des motifs de tension entre la Russie et l'Allemagne, et le même personnage qui, en octobre dernier, voyait une grande garantie de rapprochement entre ces deux Etats dans le fait de l'invitation de Guillaume II aux grandes manœuvres russes de 1890, m'écrit aujourd'hui avoir la conviction que cette visite en Russie n'aura pas lieu. — Malgré cela, malgré cette tension, la Russie reste pacifique; donc, à mon avis, la France restera pacifique. — D'ici il subsiste, pour en revenir à l'affaire de l'avis, que si les impressions reçues par vous de Berlin & de Rome continuent à représenter cette affaire comme un point sensible, nous avons le devoir de ne pas la traiter actuellement avec la France. Quelles que soient mes relations amicales avec le chef actuel du Ministère français des affaires étrangères, & quelques facultés qui pourraient résulter de ces relations personnelles pour le traitement d'une affaire délicate, je pense que nous avons un intérêt déterminé à ne pas lier, en plein paix, des détails destinés à être modifiés par les circonstances d'un moment absolument incertain & d'une époque peut-être fort éloignée. Je pense aussi qu'il y a là une question de confiance; si, à Paris, on considère la Russie comme résolue à faire fidèlement & honnêtement



Le devoir d'Etat neutre, les détails s'arrangent toujours facilement; si on nous croit capables de manquer à notre tradition & à notre politique séculaire, on serait naïf de croire à des engagements de détail que nous ne pourrions d'ailleurs pas plus prendre pour la Savoie neutralisée qu'ailleurs telle ou telle partie du territoire de la Suisse proprement dite.

Avant de me répondre, je vous serais néanmoins obligé de relire votre lettre du 15 Juin 1889 écrite au moment de l'affaire Wohlgenuth & dans laquelle vous exprimez des vues différentes. — Un de mes collaborateurs M<sup>r</sup> DuPasquier, ira vous voir demain & attendra, pour rentrer à Paris, vos instructions; je serais heureux d'avoir une réponse avant l'audience présidée de M<sup>r</sup> Ribot mercredi; M<sup>r</sup> DuPasquier est jusqu'à dimanche soir en séjour chez sa mère, grande Peschette, à Neuchâtel.

Agny, Monsieur le Conseil fédéral, l'hommage de ma haute  
considération

Lardy  
—